



Ça pousse! p. 4 et 5

Entre programmes de construction et de réhabilitation, 600 nouveaux logements verront le jour à Saint-Étienne-du-Rouvray à l'horizon 2019.

Accusé de réception p. 7

Le conseil municipal a voté à l'unanimité une motion contre la fermeture du bureau de poste de la rue Olivier-Goubert. La Poste dément tout projet de fermeture.

Convention collective p. 18 et 19

Le festival Veines urbaines s'associe à deux scènes régionales pour favoriser le mélange des genres et des générations.

Sur le sentier de l'info

Le 23 mars, 130 collégiens et autant d'adultes ont participé à la deuxième édition de la Fabrique de l'info. Entre ateliers de découverte des médias et débat sur la relation entre citoyens et journalistes, l'info a été suivie à la piste... p. 10 à 13



En images

TRAVAUX

À l'eau ?

Les travaux de la piscine Marcel-Porzou se poursuivent à un bon rythme avec toujours en ligne de mire une réouverture pour le début septembre 2017. Plusieurs grandes étapes ont d'ores et déjà été franchies. D'abord, les travaux de réfection de la toiture sont achevés pour assurer une meilleure isolation et une meilleure étanchéité de la structure. Ensuite, la mise en place des bassins inox a débuté le 20 mars. Enfin, pour le traitement de l'eau, les trois filtres à sable ainsi que les bacs tampons destinés à équilibrer le niveau des bassins sont en place. Cinq entreprises se relaient sur le chantier en permanence pour tenir les délais.



PHOTO : J.-P. S.

JOURNÉE DE LA SOLIDARITÉ

Tous ensemble !

La première édition de la Journée de la solidarité s'est tenue samedi 1^{er} avril au centre socioculturel Jean-Prévost. Un beau succès qui n'aura pas été un poisson... d'avril.



PHOTO : J.-P. S.



PHOTO : J.-P. S.

CONFÉRENCE

« Le manque de solidarité de l'Europe »

Le grand reporter Pierre Barbancey, prix Bayeux des correspondants de guerre en 2003, était l'invité de l'association des Amis de l'Humanité, vendredi 24 mars, au Centre de la communauté démocratique kurde de Rouen (CCDKR), situé rue Ernest-Renan, pour une conférence intitulée « Quelle paix pour le Moyen-Orient ? » Le journaliste a dénoncé « le manque de solidarité de l'Europe (UE) », vis-à-vis des peuples palestinien et kurde.

Ibrahim-Seydo Aydogan (au centre), membre du CCDKR, a pour sa part pointé le chantage aux réfugiés syriens exercé par Recep Tayyip Erdogan qui, selon le membre du CCDKR, pousserait l'UE à fermer les yeux sur la dérive totalitaire du président turc. « Il y a trois millions de réfugiés syriens en Turquie, a-t-il dit, à qui Erdogan veut donner le droit de vote pour remporter le référendum du 16 avril prochain. » Si le « oui » l'emportait, les pouvoirs d'Erdogan seraient considérablement renforcés.

RÉCOMPENSE

Un, deux, trois... sourires

La Ville s'est vu décerner un 3^e « sourire », lundi 20 mars au musée Grévin à Paris, pour le dynamisme de ses commerces de proximité. « *La Chambre de commerce a noté "le dynamisme assez impressionnant" des commerçants stéphanois, se félicite Fabienne Burel, maire-adjointe aux commerces. Nous avons bon espoir qu'ils décrochent un quatrième sourire l'année prochaine.* » Seules sept villes en France peuvent se vanter d'avoir les fameux « quatre sourires ». Les commerçants stéphanois ont également été nominés, parmi six autres villes françaises, pour le « Trophée des réseaux sociaux ».



PHOTO: J.-P. S.



SEMAINE DU SPORT ET DU BIEN-ÊTRE Smoothies express

Dans le cadre de la Semaine du sport et du bien-être et de son programme destiné à tous, Pierre Creusé, responsable du Contrat local de santé et organisateur de l'événement, a distribué dans les rues de la ville des smoothies, ces boissons frappées à base de fruits et de légumes mixés et de yaourt glacé. Un cocktail de vitamines pour mordre la vie à pleines dents.



À MON AVIS

Soutenons les services publics de proximité

Dans un contexte de baisses des dotations de l'État aux communes, les équipements et services de proximité revêtent une importance capitale de par leur utilité quotidienne.

Il en va ainsi des écoles de musique, des piscines qui permettent à la vie culturelle et sportive de se développer dans nos communes.

Leur fonctionnement, les investissements qu'il faut engager pour qu'ils rendent le service attendu pour les usagers appellent un engagement financier conséquent.

C'est pourquoi nous avons, avec plusieurs maires, plaidé pour l'attribution de fonds de concours de la Métropole de Rouen aux communes afin de les soutenir dans leur action de modernisation et de gestion du patrimoine sportif et culturel. Je me félicite des avancées qui sont obtenues sur ce plan car il en va de l'accès de tous à des services publics de proximité.

Hubert Wulfranc

Maire, conseiller départemental



Directeur de la publication :
Jérôme Gosselin. **Directrice de l'information et de la communication :**

Sandrine Gossent. **Réalisation :** service municipal d'information et de communication.

Tél. : 02 32 95 83 83 - serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex.

Conception graphique : L'ATELIER de communication.

Mise en page : Aurélie Mailly.

Rédaction : Fabrice Chillet, Stéphane Nappez.

Secrétariat de rédaction : Céline Lapert.

Photographes : Éric Bénard (E.B.), Marie-Hélène Labat (M.-H.L.), Jérôme Lallier (J.L.), Loïc Seron (L.S.), Jean-Pierre Sageot (J.-P.S.) **Distribution :** Benjamin Dutheil. **Tirage :** 15 000 exemplaires. **Imprimerie :** ETC 02 35 95 06 00. **Photo de Une :** J.L.

En chantier(s)

Map of the Technopôle du Madrillet area in Angoulême, France. The map shows a network of roads including Avenue des Canadiens, Avenue de Felling, Avenue Maryse-Bastie, Avenue de la Mare, Avenue de l'Université, Avenue Copernic, Avenue Galilée, Avenue Edmund Halley, Avenue Johannes Kepler, and Rue de la Ferme. Key locations marked include Zénith, Parc des Expositions, Parc Gracchus-Babeuf, Parc Saint Just, Parc Eugénie Cotton, Centre Jean-Prévost/Maison du Citoyen, and the Technopôle du Madrillet itself. A red square with the number 6 is located near the top left, indicating the starting point of the tour.

Pour diversifier l'offre de logement et améliorer le cadre de vie des Stéphanaïs, la Ville s'est engagée avec de nombreux partenaires, promoteurs et bailleurs sociaux, dans des programmes de construction et de réhabilitation qui concernent aussi le bien locatif social que l'accèsion à la propriété. Retour sur l'ensemble des échéances à venir.

Le promoteur Normandie Habitat est en charge d'un programme de 22 logements de type T4 avec garage. La commercialisation est toujours en cours et les travaux pourraient débuter en fin d'année 2017.



CITÉ DES FAMILLES

Les Bruyères : entre réhabilitation et démolition

À la Cité des Familles, le programme engagé par le bailleur social Habitat 76 se poursuit sur le site des Bruyères. Pour les Bruyères I d'abord, après une phase de sécurisation des immeubles, le marché de démolition a été attribué à la mi-mars. Le dépôt des plans de retrait d'amiante et d'installation de chantier devrait suivre d'ici la fin avril. Une fois les travaux engagés, « les trois phases de désamiantage, de curage et enfin de démolition des trois bâtiments devraient se dérouler sur environ trois à quatre mois », précise François Bourguignon, le directeur du territoire Rouen-Elbeuf pour Habitat 76. En parallèle, le bailleur social prépare la reconstruction de 83 logements collectifs et 15 individuels. « Le jury d'attribution se déroulera à la mi-mai 2017 et si tout se passe bien, le permis de construire pourrait être déposé cet été pour un début des travaux au premier trimestre 2018 et une réception des nouveaux logements au deuxième trimestre 2019. »

Du côté des Bruyères II, « à ce jour l'ensemble des logements vacants ont été traités et vont être à nouveau proposés à la location. Concernant les gros travaux de réhabilitation qui comprennent notamment la mise en place d'une isolation par l'extérieur mais aussi l'installation de la VMC, l'installation de nouveaux interphones, l'appel d'offres a été déposé à la fin mars 2017 pour une attribution des lots aux entreprises à la fin février 2018 », explique François Bourguignon.

6 Quartier Saint-Just, Macé et Courteline

Logiseine est en charge d'un programme de 18 logements individuels en accession sociale à la propriété. Les travaux pourraient débuter dans le courant de l'année 2018.

7 Des Coquelicots aux Bleuets

ICF Atlantique va procéder à la démolition de 29 pavillons qui libéreront un potentiel foncier capable d'accueillir environ 85 nouveaux logements. Le jury de concours désignera un lauréat en juin 2017 et le démarrage des reconstructions devrait avoir lieu au plus tard début d'année 2018.

8 Les Meulières

Le bailleur social Habitat 76 est en charge de la réhabilitation de 49 pavillons situés entre les rues des Églantines, des Fougères, des Anémones, des Lys et des Hortensias. Les travaux concerneront de l'isolation thermique extérieure et intérieure (isolation des planchers hauts des caves, des greniers), des remplacements de menuiseries, des réfections et des remplacements de clôtures. Ils

devraient débuter dans le courant du 1^{er} trimestre 2018.

9 Avenue Saint-Exupéry

Le promoteur Normandie Habitat est en charge d'un programme de 22 pavillons mitoyens, en accession directe à la propriété, sur une parcelle située entre l'avenue Saint-Exupéry et la rue du Champ-des-Bruyères. Le début des travaux est prévu au deuxième trimestre 2017 pour une livraison fin 2018. La commercialisation est en cours auprès du promoteur.



◀ La construction de nouveaux logements se répartit sur l'ensemble de la Ville.

PROPRETÉ URBAINE

« En bonne intelligence »

En matière de propreté des rues et des lieux publics, la question se pose de savoir qui fait quoi. Petit rappel de ce qui incombe à la Ville, à la Métropole et aux habitants.

DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2015, LES DÉPÔTS SAUVAGES SUR LA VOIRIE (68 € d'amende et jusqu'à 1 500 € et confiscation du véhicule si le dépôt a été effectué à l'aide dudit véhicule) sont « nettoyés » par les services de la Métropole et non plus par la Ville. « En règle générale, ce partage des tâches marche plutôt bien », explique Alexandre Breton, le responsable de la régie voirie et propreté. Mais voilà, quand ça coince, ce sont les agents stéphanois qui essuient les plaintes (légitimes) des riverains qui ne comprennent pas toujours pourquoi la Ville ne ramasse pas les canapés et autres machines à laver abandonnés sur le trottoir. « Si nos agents ramassaient ces dépôts sauvages, les contribuables stéphanois paieraient deux fois un même service », explique Alexandre Breton.

La Ville demeure toutefois responsable de la propreté des rues... mais pas forcément des trottoirs : « Les riverains doivent procéder régulièrement à un balayage complet du trottoir situé au droit de la façade de leur propriété [...] jusqu'au caniveau », stipule le règlement sur la propreté des voies et des espaces publics (arrêté municipal n° 2017-03-76). Concernant le désherbage des trottoirs, le même règlement précise



Six équipes d'agents de voirie sont en charge de la propreté des rues. Mais les riverains sont responsables de leurs portions de trottoir. Quant aux encombrants, ils sont à la charge de la Métropole.

PHOTO: J.-P. S.

que « chaque habitant doit participer à cet effort collectif en supprimant les mauvaises herbes poussant en limite de leur façade ou de leur clôture [...] par arrachage ou binage ». L'usage de produits chimiques est « strictement interdit sur le domaine public ». C'est ce travail « en bonne intelligence », assure le responsable de la régie voirie et propreté, qui permet à la ville de

figurer « en bonne position hormis quelques points noirs très localisés »... La Ville poursuit donc ses efforts. Elle s'est engagée dans le processus de labellisation « éco-propre » décernée par l'Association des Villes pour la propreté urbaine (AVPU) qui récompense les collectivités s'engageant « à améliorer durablement la propreté de leurs espaces publics ».

ÉDUCATEL

Le tribunal joue les prolongations

Le tribunal de commerce de Versailles a décidé lors de son audience du 21 mars dernier de prolonger de trois mois la période d'observation de la procédure de redressement judiciaire du Centre d'enseignement à distance (Cied) Éducatel situé rue Ernest-Renan (lire les *Stéphanois* n° 226, 227 et 229). Cette décision met en sursis le projet de continuation porté par le propriétaire actuel Mathieu Rousseau, d'ores et déjà destructeur de 58 emplois stéphanois, ainsi que la proposition de « reprise » de l'ensemble des emplois en société coopérative et participative (Scop) portée par Jonathan Romero, ancien chargé de mission chez Pigier. Les juges versaillais devraient donner leur préférence le 27 juin. « L'administrateur Patrick Prigent n'a pas évoqué le projet de Jonathan Romero à l'audience, s'inquiète Amélie Bulthel, membre du comité d'entreprise. Ce prolongement de la période d'observation laisse craindre qu'on habille la mariée pour mieux vendre l'entreprise ou ce qu'il en reste. »

Fin mars, les locaux de la rue Renan étaient vidés de leurs derniers salariés et déménagés.



Le bureau Carnot sauvé de « l'hécatombe »

Le conseil municipal exige « le maintien du bureau de poste Lazare-Carnot ».

La Poste dément sa fermeture mais son objectif reste de réduire le nombre de ses bureaux.

Le bureau de poste ne désemplit pas. Chaque jour, « *plus de 300 usagers* », selon une estimation des agents qui y travaillent, viennent y effectuer une opération bancaire ou postale. Le bureau de la rue Olivier-Goubert pourrait pourtant fermer ses portes dans un avenir proche, dénonce une motion votée à l'unanimité par le conseil municipal, jeudi 16 mars. « *Ce projet de fermeture a été évoqué*, assure le maire, *lors de la commission départementale de présence postale territoriale qui s'est tenue à Rouen le 2 mars dernier.* » Ce que confirme la conseillère départementale Sophie Hervé, présente à cette commission, dans un courrier adressé à la préfète le 8 mars, dans lequel l'élue parle d'« hécatombe » postale. « *Il n'y a aucun projet de fermeture de l'agence Carnot*, dément Didier Rhée, directeur régional de la communication de La Poste. *Nous assurons la conservation des moyens nécessaires à la pérennité du bureau.* » Les postiers de Lazare-Carnot sont toutefois assez peu

convaincus, eux aussi, par le démenti de leur direction. Ils étaient en grève le 7 février dernier afin de protester contre la baisse de leurs effectifs. « *Nous sommes passés de cinq à quatre agents pour assurer les mêmes tâches.* »

Maisons de service au public

Cette réduction de personnel serait-elle le prélude d'une fermeture qui s'ajouterait à celles annoncées à Rouen, Dieppe et Le Havre ? La Cour des comptes incite en effet l'entreprise publique, dans un rapport de décembre 2016, « à accélérer la transformation des bureaux de poste en zone urbaine ».

Autant de « transformations » qui viseraient notamment à confier l'activité courrier à des « maisons de service au public » lesquelles, « *après une éphémère compensation financière*, explique Fabien Leseigneur, représentant CGT, *resteraient à la charge des communes* ». Tel est du moins le plan tracé sans ambiguïté par le « Contrat de présence

postale territoriale pour les années 2017 à 2019 », signé en janvier entre l'État, l'Association des maires de France (AMF) et La Poste. La menace qui pèse sur le bureau Carnot indigné les élus stéphanois. Sa fermeture obligerait, indiquent-ils dans la motion, « les usagers de la partie basse de la ville [à] se rendre au bureau de poste du Château blanc [dont les files d'attente « saturent déjà sur certains créneaux horaires »] pour effectuer leurs opérations bancaires, notamment les publics les plus fragilisés, avec toutes les problématiques de transport que cela implique ».

Mais La Poste semble trop occupée à sa (bonne) santé financière pour s'inquiéter du sort des usagers. Dans un communiqué du 23 février 2017, elle se réjouit en effet d'un résultat net en hausse de 33,6 % entre 2015 et 2016... La Poste reste également, écrit la Cour des comptes, la « première entreprise bénéficiaire du CICE », le crédit d'impôt compétitivité emploi. ■



◀ Dans un courrier du 23 mars adressé à la délégation régionale de la Poste, le maire s'inquiétait d'un projet de fermeture du bureau Carnot. La Poste dément la fermeture et répond, en date du 29 mars, qu'il y a eu « confusion avec d'autres établissements postaux du département ».

FORMATION

Campus augmenté

Le CFA Lanfry et le Cesi seront stéphanois aux rentrées 2018 et 2019. Ces deux centres d'apprentissage draineront 2 700 « apprenants » supplémentaires sur le campus du Madrillet.

CULTURE

La Ville supplée aux carences du Département et de la Région

Le conseil municipal a voté, jeudi 16 mars, une délibération permettant aux cinq établissements scolaires du secondaire stéphanois de louer le théâtre Le Rive Gauche à un « tarif préférentiel ». Ramené de 1 999 euros à 1 500 euros hors taxes la soirée, ce tarif peut paraître encore très élevé mais, rappelle Marie-Line Portelli, l'administratrice du Rive Gauche, « il reste très en dessous du coût réel de la location qui comprend en plus du théâtre lui-même, la mise à disposition d'un technicien permanent, du parc de matériel géré par ce technicien, ainsi que d'une personne de l'administration. Le coût lié au personnel de sécurité et d'éventuels intermittents du spectacle reste à la charge des établissements ».

L'effort consenti par la Ville ne doit pas occulter les réductions budgétaires auxquelles sont confrontés les établissements scolaires, a rappelé le maire, Hubert Wulfranc, car, a-t-il déclaré lors du conseil municipal, « derrière cette délibération, il y a le Département et la Région qui privent les élèves des collèges et lycées des moyens de leur développement culturel. Il faut porter ce discours de clarté et ne pas se tromper de colère ». « Le tarif de location du Rive Gauche pour les scolaires reste en dessous des autres scènes de l'agglomération », ajoute Marie-Line Portelli.

INFOS Retrouvez l'ensemble des délibérations des conseils municipaux sur saintetiennedurouvray.fr, rubrique La mairie/vie du conseil.

DEUX POIDS LOURDS DE LA FORMATION PAR L'APPRENTISSAGE, ACTUELLEMENT SITUÉS À ROUEN RIVE GAUCHE ET À MONT-SAINT-AIGNAN, ONT CHOISI DE S'IMPLANTER SUR LA COMMUNE. Le centre de formation pour apprentis (CFA) Georges-Lanfry et le Centre des études supérieures industrielles (Cesi) ont d'ores et déjà un pied sur le campus du technopôle du Madrillet, même si pour le moment, ce pied se doit encore d'être chaussé de bottes de chantier.

Le chantier du CFA est le plus avancé, avec une première pierre posée en novembre dernier et quelques murs déjà visibles, entre les avenues Isaac-Newton et Edmund-Halley, sur un terrain de 4,2 hectares. « Nous avons souhaité que les 14 100 mètres carrés de bâtiments soient de plain-pied, explique Richard Prades, le directeur du CFA, cela afin de marquer la transversalité des métiers. Car bâtir est un acte global, nous ne sommes plus dans une logique de corps d'état séparés mais qui se conjuguent et qui intègrent les deux enjeux majeurs que sont les

transitions énergétiques et numérique. »

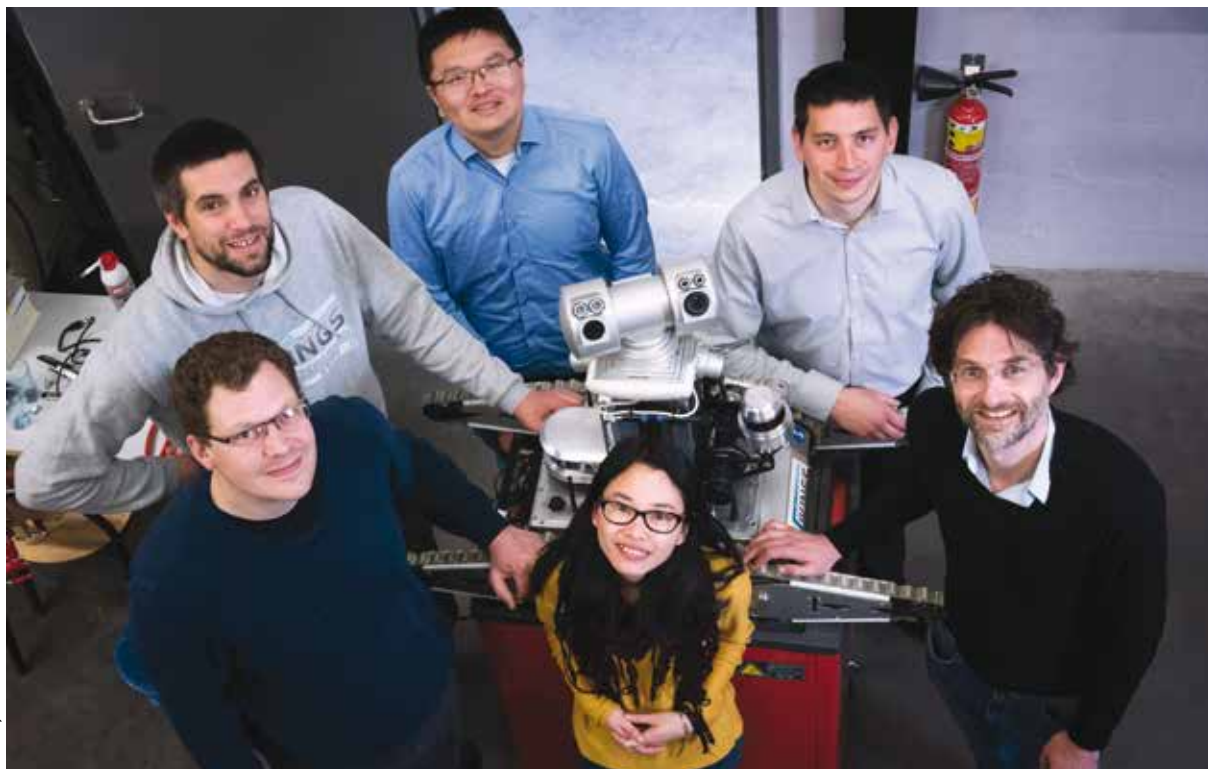
À un jet de pierre de là et tout autant tourné vers l'avenir digital, du moins dans les intentions affichées dans son projet d'implantation sur la commune, le Cesi annonce quant à lui, avec son école d'ingénieurs et son centre de formation professionnelle, l'arrivée « à l'horizon 2019 » de son démonstrateur « usine du futur ».

« C'est un outil ouvert à la disposition des apprenants, des jeunes et des salariés, assure Christine Dispa, directrice régionale du Cesi, il sera constamment en évolution, grâce notamment aux recherches qui y seront menées. »

L'ensemble des bâtiments destinés à l'accueil de 1 400 « apprenants », salariés et étudiants, occupera 10 000 mètres carrés, sur une emprise foncière de près de 2,6 hectares. Total de la facture pour le Cesi : 28 millions d'euros, financée en fonds propres et par l'État, la Région et la Métropole. Pour le CFA : 33 millions d'euros, « financée pour moitié par la profession, assure Richard Prades, et par l'État et la Région ».

« Usine du futur »





◀ Même si les épreuves du challenge Argos sont terminées, l'équipe de l'Irseem n'en finit pas de s'affairer autour du robot Vikings. Autour de Xavier Savatier (en bas à droite), Romain Rossi, enseignant-chercheur ; Pierre Merrieux, responsable technique ; Lei Quin, ingénieur de recherche ; Rémi Boutteau, enseignant-chercheur et Pailin Chanuc, ingénieure de recherche.

SCIENCES

Un robot nommé Vikings

Bien à l'abri des regards indiscrets, dans les laboratoires de l'Institut de recherche en systèmes électroniques embarqués de l'Esigelec, une dizaine de chercheurs et de techniciens inventent le robot du futur.

Ça pourrait commencer comme un épisode de Mission impossible. En 2014, Total organise le challenge Argos et lance un défi à tous les cerveaux de la planète. Objectif : créer un robot capable de surveiller et d'assurer la maintenance de sites pétroliers offshore dans les conditions les plus extrêmes. Quelques mois plus tard, trente et un projets portés par une quinzaine de pays sont sur la table. À l'arrivée, ils ne seront que cinq élus pour relever le challenge, en Suisse, au Japon, en Autriche, en Espagne et en France, à Saint-Étienne-du-Rouvray, avec les chercheurs de l'Institut de recherche en systèmes électroniques embarqués (Irseem) de l'Esigelec. Le projet est baptisé Vikings... forcément. « Depuis 2008, nous avons fait le pari de développer des programmes de robotique autonome mais nous partions quand même de loin », se souvient Xavier Savatier, responsable du pôle instrumentation, informatique et systèmes.

L'outsider français

Dans ce genre de compétition, la position d'outsider n'est pas la plus inconfortable. Fort d'un budget de 500 000 euros alloué pour trois ans à chaque équipe par Total, le team Esigelec s'associe rapidement à la PME Sominex pour la conception et la réalisation du robot tandis que les ingénieurs de l'Irseem se concentrent sur la mise au point des logiciels. « Il fallait que ce robot puisse monter et descendre des escaliers, négocier des obstacles placés sur son parcours, détecter des situations anormales voire dangereuses, vérifier si une vanne est ouverte ou fermée, lire un manomètre », explique Xavier Savatier. En juin 2015 et en avril 2016, le projet Vikings remporte les deux premières épreuves. « En peu de temps, ces bons résultats ont eu des effets notoires sur l'activité du laboratoire. L'activité contractuelle a fortement augmenté notamment pour les projets de voiture autonome. » En effet, le laser utilisé par le robot Vikings n'est pas si loin de la version retenue

pour la Google Car. Dans tous les cas, on ne peut pas vraiment parler d'intelligence artificielle, car « ces robots sont destinés à accompagner l'opérateur sans forcément le remplacer », précise Xavier Savatier.

Podium

La dernière étape du concours a eu lieu du 14 au 17 mars 2017 sur un site désaffecté de Total dans les Pyrénées-Atlantiques. Vikings, le projet français, a réussi une fois de plus à tirer son épingle du jeu, face notamment à des Autrichiens qui portaient avec un robot d'avance et des Japonais qui avaient l'expérience de l'accident de Fukushima. Les résultats devraient tomber en mai 2017. Le vainqueur empochera à nouveau 500 000 euros pour développer son projet avec Total. Mais quel que soit le résultat, « cette aventure technique aura fertilisé les enseignements diffusés auprès des étudiants de l'Esigelec et profité à l'activité de l'école », conclut Xavier Savatier. ■



Information : mode d'emploi

Jeudi 23 mars, 130 élèves issus des quatre collèges stéphanois ont participé à la deuxième édition de la Fabrique de l'info organisée par la Ville. Objectif : aller à la rencontre des journalistes pour mieux comprendre leur métier.

Pendant toute une journée, l'espace Georges-Déziré s'est transformé en une gigantesque salle de rédaction. Presse écrite, radio, internet, télévision, tous les médias étaient sur la brèche. À l'occasion de la deuxième édition de la Fabrique de l'info organisée par la Ville le 23 mars dernier, une quinzaine de journalistes professionnels étaient mobilisés pour partager leur expérience auprès de 130 élèves de la sixième à la quatrième venus des collèges Paul-Éluard, Maximilien-Robespierre, Louise-Michel et Pablo-Picasso. Au fil des ateliers, les col-

égiens ont pu porter successivement la casquette de photographe, de graphiste, de grand reporter télé ou encore de rédacteur en chef. Attentifs, investis et critiques, ils n'ont pas manqué de surprendre les professionnels par la justesse de leurs remarques et la pertinence de leurs analyses.

Comme des pros

Anne-Charlotte Compan est photographe et elle a suivi récemment le parcours de dix-huit jeunes Afghans migrants depuis leur pays d'origine jusque dans un centre d'accueil à Montauban après un long séjour

Les coulisses de l'info

Sur les réseaux sociaux, à la télévision, à la radio, dans la presse écrite, l'information n'a jamais été aussi disponible. Mais comment est-elle fabriquée et par qui ? La Fabrique de l'info, organisée par la Ville, s'est fixé comme objectif d'éveiller le sens critique des jeunes Stéphanois en leur faisant toucher du doigt la réalité du métier de journaliste dans toute sa diversité.



par Calais. « *L'objectif était de sélectionner dix photos parmi soixante, exactement comme la rédaction du magazine VSD a dû le faire pour publier mon reportage* », explique-t-elle. Au final, les collégiens ont fait preuve d'un réel esprit d'analyse et d'un sens graphique aiguisé pour faire passer les messages les plus forts. « *Plus de la moitié des photos sélectionnées par les collégiens lors des ateliers correspondent à la sélection faite par le journal VSD.* » Anne-Charlotte Compan parle d'une expérience étonnante. « *J'ai découvert que l'impact de mes photos est partagé par toutes les générations mais aussi à la fois par des professionnels et des non professionnels.* »

De la même manière, réunis en comité de rédaction, les jeunes Stéphanois ont su sélectionner des sujets, les mettre en page, choisir les illustrations et concevoir une Une de journal. Les questions posées et les avis exprimés lors de ces échanges témoignaient d'une réelle maturité. « *Est-ce que c'est un sujet qui touche les habitants de la ville ?* », « *Les gens ont besoin de se reconnaître en photos pour avoir envie de lire le journal !* », « *Est-ce qu'il vaut mieux un titre qui explique ou un titre amusant qui donne envie ?* »... autant d'indices qui attestent que, malgré leur jeune âge, les collégiens ont déjà intégré une grande partie des codes et des usages qui conditionnent la fabrication de l'information en France en 2017.

Le fond et la forme

Tout en nuances, Vinciane Lemonnier, journaliste à Radio France, a permis aux

collégiens de prendre conscience devant un micro des variations de tons et de ligne éditoriale imposées dans des radios aussi différentes que Nostalgie, France Info, France Culture, RFI ou encore NRJ. Le choix des mots, le débit, la syntaxe, la sélection des informations traitées, tout compte pour créer une identité sonore. « *Oui les jeunes écoutent la radio, un peu toujours les mêmes c'est vrai et des programmes musicaux la plupart du temps. L'idée était d'élargir un peu leur horizon* », précise Vinciane Lemonnier. Et quoi de mieux que de joindre la pratique à la théorie. Pour mieux toucher du doigt la réalité du métier de journaliste, les jeunes Stéphanois ont réalisé aussi un reportage télévisé en abordant l'écriture du sujet, le tournage et le montage, guidé par Anne-Charlotte Gellez, journaliste reporter d'images (JRI). « *Un reportage réalisé en un temps record et qui a exigé d'aller à l'essentiel en sélectionnant moins de deux minutes d'images sur une vingtaine de minutes enregistrées. Une exigence qui n'est pas toujours facile à tenir mais qui fait partie du métier de JRI.* »

L'intervieweur interviewé

Parmi les points d'orgue de cette manifestation, lors de la restitution des travaux réalisés dans la journée, Killian Le Ber, 13 ans, membre du club journal du collège Louise-Michel, a pu interviewer Étienne Huver. Ce grand reporter a reçu, en 2016, le très prestigieux prix Albert-Londres, pour son travail sur les victimes invisibles du régime de Bachar-El-Assad en Syrie,

qui disparaissent dans des centres de détention. « *Je suis fier d'avoir réalisé un film sur quelque chose qu'on ne voit pas et qu'on ne peut pas montrer* », explique Étienne Huver. Impressionnant, non ? Mais Killian Le Ber ne s'est pas démonté. « *J'ai rencontré Étienne Huver un peu avant l'entretien. On a travaillé les relances, j'avais écrit des choses mais finalement j'y suis allé au feeling et je me suis laissé porter par la discussion* », raconte le collégien. « *C'était ma première interview alors forcément j'étais stressé mais j'ai trouvé ça aussi très excitant. Je fais du théâtre et je crois que ça m'a aidé à gérer la pression* », précise Killian Le Ber. Une vocation serait-elle née ce jour-là ? « *À la base, je voulais être astronome. Maintenant je sais que si je change d'avis je peux bifurquer vers le journalisme, de préférence devant la caméra, pour présenter le journal télévisé pourquoi pas ?* »

Au final, les collégiens qui ont participé à la Fabrique de l'info ne seront certainement pas tous journalistes mais ils auront appréhendé une des libertés fondamentales de nos démocraties, le droit d'informer et d'être informé. Charge à eux de la préserver en tant que citoyen...

À VOIR Retrouvez sur saintetiennedurovray.fr les reportages réalisés par les collégiens et le plateau TV qui concluait la journée.

▲ Dans un atelier dédié à la photographie, les jeunes stéphanois ont pu appréhender le rôle majeur des images dans un reportage.
PHOTOS : J.L.

Sous le totem de l'info

La deuxième édition de la Fabrique de l'info aura également été l'occasion de débattre, au Rive Gauche, des relations qu'entretiennent journalistes et citoyens... Le tout dans une ambiance très ugh !



« Est-ce que c'est au citoyen d'aller chercher l'info ou au journaliste d'aller chercher des sujets pour les expliquer aux citoyens ? »
Doux Radis (citoyen) ▼



Connaissiez-vous votre nom d'Indien ? « Choisissez un animal, un fruit ou un légume qui commence par la première lettre

de votre prénom auquel vous accolez un adjectif qui a l'initiale de votre nom », explique Fred Tusch, devenu pour l'occasion Faisan Téméraire, modérateur de « Journalistes et citoyens confrontent leurs visions de l'information », le débat qui s'est tenu au Rive Gauche, jeudi 23 mars.

Coiffe de Sioux vissée sur la tête, le comédien aura ainsi fait monter sur scène, autour d'un feu de camp cousu main, des personnes du public et les experts appelés à décrypter le travail des médias, le tout sous la protection d'un totem sculpté et peint par les agents des espaces verts.

« Comment informer tout le monde de la même manière ? » s'est lancée une première intervenante répondant au nom totémique de Tigre Courageux. Comment faire en sorte que ne se creuse pas l'écart entre les populations « éduquées » qui ont accès à la pluralité des médias et savent sélectionner leurs sources, et celles, « moins éduquées », pointe Jean-Marie Charon (alias Jeune

Marcassin, sociologue des médias), « qui ont moins de médias à leur disposition ? »

La réponse aura été distillée par l'équipe trentenaire du site d'information en ligne Filfax : « Notre réalité est complexe, a rappelé Mangue Sauvage (le journaliste Manuel Sanson), il n'est pas forcément souhaitable d'être trop simple pour en rendre compte même si notre travail consiste à vulgariser et à rendre l'info

accessible au plus grand nombre. » « Nous devons faire des efforts dans ce sens, a ajouté son collègue Goyave Timide (le journaliste Gilles Triolet), mais c'est aussi au lecteur de faire un pas vers nous. On ne peut pas à la fois exiger une info en quelques lignes et demander des articles d'analyse ».

Autre question du public, cette fois-ci de Nénuphar Arrosé : « Quelle est la marge d'indépendance du journaliste en fonction du groupe auquel appartient son journal ? » Interpellation pour le moins épineuse dans un pays comme la France où « la plupart des médias sont détenus par des entreprises qui elles-mêmes ont des liens avec l'État via leur participation à des marchés publics », pointe l'étude du Parlement européen « analyse comparée de la liberté de la presse et

Travail de fond



du pluralisme dans les États membres de l'UE », publiée en septembre 2016.

« *La liberté, c'est un combat* », assène Hibou Éveillé (le grand reporter indépendant Étienne Huver qui a reçu en 2016, avec Sophie Nivelles-Cardinale, le très prestigieux prix Albert-Londres TV pour leur documentaire *Disparus, la guerre invisible de Syrie*). « *L'internet permet cette liberté en nous donnant la possibilité de travailler à moindre coût. Mais c'est vrai que le web a considérablement changé la presse. Le fait qu'une info publiée le matin même soit périmée le soir est un vrai problème. On a du mal à proposer un travail de fond.* »

« Terre brûlée »

« *On est de plus en plus dans la rapidité* », a également regretté le journaliste Jean-Marie Godard, qui vient de publier *La France qui gronde* (Flammarion), un livre retraçant son tour d'Hexagone pré-électoral dont un chapitre est consacré à Saint-Étienne-du-Rouvray : « *Cette rapidité nous procure une telle masse d'infos que, pour sortir du lot, le journaliste se croit obligé de la mettre en spectacle en privilégiant parfois ce qui est le plus abject. C'est vrai de certains médias mais pas de tous...* » Un spectacle que décrit Jeune Pélican Sauvage (le photographe

Jean-Pierre Sageot, collaborateur régulier du *Stéphanois*) : « *Après l'attentat du 26 juillet, on a d'abord eu la vague des journalistes "hot-news" qui ont pratiqué la politique de la terre brûlée, comme ces équipes américaines passées directement des attentats de Bruxelles, de Magnanville et de Nice à celui de Saint-Étienne-du-Rouvray sans rien comprendre aux territoires qu'ils traversaient. Et puis sont arrivés les journalistes d'analyse, beaucoup plus respectueux, qui cherchaient à comprendre et à restituer les faits et le contexte au plus près de la réalité. Le problème, c'est qu'on englobe sous le même nom de journaliste ces métiers qui n'ont rien à voir...* »

Le débat s'est achevé au pied du totem, comme il avait débuté deux heures plus tôt. À la manière indienne, entre paix des braves et deux ou trois tomahawks lancés dans la grande prairie des médias. ■

▲ « *Comment se fait-il qu'il y ait autant de photographes et de caméra sur un même événement pour ne voir au final qu'une seule et même image ? — Ils sont tous parqués au même endroit !* » Félin Loyal (citoyen) et Faisan Téméraire (le comédien Fred Tusch)

VERBATIM

« Une info immédiatement disponible »

Jeune Marcassin (Jean-Marie Charon, sociologue des médias)

« Notre info est le produit d'une histoire. Dans les années 1960-1970, dominaient ce que l'on appelait alors les *mass-média*. La presse était persuadée de s'adresser au plus grand nombre. Des journaux comme *France soir* se vendaient à un voire deux millions d'exemplaires tous les jours. Tout le monde regardait le journal de 20 heures à la télévision.

Dans les années 1980, les choses commencent à se fragmenter. Les publics se différencient. On se met à ne plus regarder et à lire les mêmes choses.

Dans les années 1990, c'est l'arrivée de l'info en continu, 24h/24. Le direct devient la norme. Cela commence avec la guerre du Golfe, une guerre qu'on nous a vendue en direct mais, en gros, on n'a rien vu.

Dans les années 2000, c'est la gratuité, avec des journaux comme *Métro* ou *20 Minutes*. Et puis, le web avec l'espoir ou le mythe qu'on pourrait se libérer des grosses machines, qu'on pourrait s'exprimer davantage. Dans les années 2010, internet prend plusieurs formes, c'est l'arrivée des tablettes, du smartphone. On s'est habitué à une info immédiatement et tout le temps disponible. Il y a aussi un autre phénomène : une partie du public, surtout les jeunes, veut s'informer via les réseaux sociaux. Le système vertical d'une info qui tombe d'en haut devient horizontal. Mais le risque, c'est de ne plus savoir à quelle source on a à faire. Ce qui crée ces fameux "fake", ces informations fausses destinées à tromper et d'où découle l'obsession du complot. »

Élus communistes et républicains

Les 23 avril et 7 mai prochains, les citoyens seront appelés à fixer la feuille de route du futur chef de l'État et ce dans un climat politique pollué par les affaires judiciaires qui frappent, non sans une pointe d'ironie, les candidats autoproclamés de la probité mais surtout de la rigueur.

Deux options sont ouvertes : soit poursuivre la fuite en avant libérale qui détricote nos solidarités, rogne notre pouvoir d'achat et démantèle notre droit du travail, soit mettre un coup de barre franc à gauche. Une politique de gauche, ce n'est pas des mots mais des actes concrets : augmenter les salaires et les pensions, renforcer la sécurité sociale, rétablir le droit à la retraite à 60 ans, permettre à tous d'accéder à un logement digne, mettre réellement à contribution les grands groupes, développer les services publics, conquérir des droits nouveaux pour les salariés, allouer des moyens supplémentaires pour l'éducation, les hôpitaux et la sûreté...

Si plusieurs candidats à la présidentielle portent des propositions allant dans ce sens, il ressort qu'une dynamique s'est engagée autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon, soutenue par le PCF. Le 23 avril, redonnons des couleurs à la gauche et au peuple de France.

TRIBUNE DE Hubert Wulfranc, Joachim Moyse, Francine Goyer, Jérôme Gosselin, Murielle Renaux, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Najia Atif, Carolanne Langlois, Marie-Agnès Lallier, Francis Schilliger, Pascal Le Cousin, Daniel Vezie, Nicole Auvray, Didier Quint, Jocelyn Cheron, Florence Boucard, Gilles Chuette.

Élus Droits de cité mouvement Ensemble

Ras-le-bol de tous ces nantis, ces grosses fortunes, ces grands patrons, ces politiciens qui en veulent toujours plus. Le coup d'arrêt, c'est à nous de le donner collectivement et dans les luttes et dans les élections.

Nous revendiquons l'annulation des lois El Khomri et Macron qui détruisent le Code du travail, lois votées par la majorité du PS. La droite et l'extrême droite veulent encore aller plus loin. Nous revendiquons l'augmentation des salaires et des retraites, un véritable droit du travail, une véritable protection sociale. L'argent existe dans les banques. Arrêtez de nous faire pleurer. La sécurisation de l'emploi et de vraies formations professionnelles, voilà qui ouvrirait la porte pour l'avenir des jeunes. Stoppons la destruction de nos services publics : non aux fermetures de classes, des guichets à la Poste. Face au burn-out dans les hôpitaux, redonnons la santé à l'Hôpital public en créant des postes.

Nos anciens ont obtenu, de haute lutte, les congés payés, la Sécurité sociale. À nous d'agir pour améliorer notre vie. C'est possible ! Unis, nous avons la force et le nombre de notre côté.

TRIBUNE DE Michelle Ernis, Pascal Langlois.

Élus socialistes et républicains

Dix-neuf ouvertures de classes, c'est-à-dire l'équivalent de deux nouvelles écoles. Voici ce que la gauche a apporté aux enfants stéphanois en 4 ans seulement ! Enseignants supplémentaires, dispositifs de soutien pour les élèves les plus en difficulté, dotations importantes en ordinateurs, une meilleure action pour la santé, tout cela permet aux écoles de Saint-Étienne-du-Rouvray de mieux fonctionner après des années de droite dure et injuste.

Nous avons encore besoin de renforts pour donner les meilleures conditions de travail à nos enfants, dans le bas et dans le haut de la ville. Alors nous dénonçons ceux qui voudraient supprimer des postes de fonctionnaires. Fillon veut en supprimer 500 000, Macron 120 000, et Le Pen ne s'est jamais battue pour le service public ! Les fonctionnaires, c'est l'école, la santé, la police, les pompiers, les accompagnateurs sociaux, les aides aux personnes âgées...

Il faut se battre pour une gauche qui rassemble, qui ne trahit pas, qui a l'audace de réformer sans renoncer à son idéal de justice et de progrès. Dès le 1er tour, le 23 avril, pour vous, vos enfants et petits-enfants, votez Benoît Hamon et « faisons battre le cœur de Saint-Étienne-du-Rouvray » !

TRIBUNE DE David Fontaine, Danièle Auzou, Patrick Morisse, Léa Pawelski, Catherine Olivier, Daniel Launay, Philippe Schapman, Samia Lage, Pascale Hubart, Réjane Grard Colombel, Antoine Scicluna, Thérèse-Marie Ramaroson, Gabriel Moba M'builu.

Élus vraiment à gauche, soutenus par le NPA

Nous vivons vraiment une époque formidable. En Afrique, des millions de personnes sont menacées de famine dans l'indifférence générale. En France, des millions de personnes survivent avec les minima sociaux et les petits boulots précaires. Les banlieues sont laissées de plus en plus à l'abandon avec, par exemple, la fermeture des bureaux de poste, des centres de planning familial et de nombreux commerces de proximité. Le prochain président sera de toute façon un ennemi farouche des travailleurs, des chômeurs, des retraité-e-s, des jeunes... que ce soit Fillon, Macron ou Marine Le Pen. Alors que faire dans une telle situation ? Eh bien, avant tout, nous regrouper, nous organiser, à la base. Nous préparer à défendre bec et ongles notre vie, la vie, l'avenir de nos enfants. Dans ce contexte, seul le programme de Philippe Poutou, candidat du NPA et soutenu par les élu-e-s « SER Vraiment à gauche » répond à nos attentes ou à nos espoirs. Aucune élection ne changera notre vie mais elle peut servir à manifester notre rejet des parvenus que sont les autres principaux candidats, qui veulent juste la place pour s'engraisser, eux et leurs proches, et servir les riches, les capitalistes.

TRIBUNE DE Philippe Brière, Noura Hamiche.

BON À SAVOIR

Élections : il est encore temps de voter par procuration

En cas d'impossibilité de se rendre aux urnes pour l'élection présidentielle les 23 avril et 7 mai, il est possible de confier à un autre électeur la responsabilité de voter à sa place. Les motifs de l'empêchement peuvent être divers (handicap, obligations professionnelles, vacances...) et ne nécessitent désormais plus de justificatif. Pour établir la procuration, le mandant (la personne qui en fait la demande) doit se présenter dans un commissariat de police, à la gendarmerie ou au tribunal de grande instance muni d'une pièce d'identité valide (passeport, carte d'identité...). Il devra également remplir un formulaire. Le document, disponible sur place, peut également être complété en ligne. Cela permettra de gagner du temps au guichet. Compte tenu des délais d'acheminement et de traitement de la procuration, il ne faut pas attendre le dernier moment mais il est encore temps.

Inscriptions à la foire à tout d'Aire de fête



PHOTO : M.-H.L.

Les inscriptions à la foire à tout d'Aire de fête (samedi 3 et dimanche 4 juin) sont prises à partir de mardi 2 mai dans les centres socioculturels municipaux, Georges-Déziré, Georges-Brassens et Jean-Prévost. Les bulletins d'inscription sont à remplir sur place sur présentation de l'attestation sur l'honneur de la liste des objets à vendre (formulaire à compléter), de la carte d'identité de l'exposant signataire de la fiche d'inscription, d'un justificatif de domicile et du règlement (espèce ou chèque à l'ordre de « Régie unique de recettes de Saint-Étienne-du-Rouvray »). Le montant de la participation est fixé à 8,70 € pour trois mètres linéaires au sol le samedi, 6,90 € le dimanche. Pour les extérieurs à Saint-Étienne-du-Rouvray, le tarif est de 18,70 € pour le samedi et de 15,50 € pour le dimanche.

Des paniers culture dans les bibliothèques

Les bibliothèques-ludothèque offrent un nouveau service aux usagers. Il s'agit de proposer, sur le principe des paniers Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne), des paniers de documents sélectionnés par leurs soins d'après les goûts précisés par les personnes intéressées. Ce service s'adresse aux Stéphanois qui n'ont pas le temps de choisir dans les rayons de la bibliothèque ou qui ne savent pas quoi prendre. Les bibliothécaires prépareront selon les goûts de chacun une sélection de livres, CD et DVD. Dans chaque panier : trois livres, un CD, un DVD. Retraits des paniers chaque première semaine du mois : le mardi de 15 à 19 heures à la bibliothèque Elsa-Triolet, le jeudi de 15 à 19 heures à la bibliothèque de l'espace Georges-Déziré.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS à l'accueil des bibliothèques ou par téléphone au 02 32 95 83 68.



HORAIRES

PENDANT LES VACANCES

• Bibliothèques-ludothèque

Les horaires bibliothèques sont modifiés pendant les vacances de printemps. Bibliothèque Elsa-Triolet : mardi de 15 à 19 heures, mercredi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30, vendredi de 15 heures à 17 h 30, samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 à 17 heures. Bibliothèque du centre Georges-Déziré : mardi et jeudi de 14 à 17 heures. Ludothèque Célestin-Freinet : mardi de 9 h 45 à 12 h 30, mercredi et samedi de 9 h 45 à 12 h 30 et de 13 h 45 à 17 h 30, vendredi de 13 h 45 à 17 h 30. Fermeture de la ludothèque samedi 22 avril. Reprise des horaires habituels mardi 25 avril.

• Le Rive Gauche

La billetterie du Rive Gauche est fermée vendredi 14 avril.

• Maison de la famille

La Maison de la famille est fermée du 10 au 14 avril.

DÉCHETS

COLLECTES REPORTÉES

Lundi 17 avril étant férié, les collectes des déchets sont décalées d'une journée. Le ramassage des ordures ménagères aura lieu mardi 18 et vendredi 21 avril, celle des papiers et emballages jeudi 20 avril et celle des déchets végétaux samedi 22 avril.

PÂQUES

ANIMATION COMMERCIALE

L'UCA du centre ancien organise une animation commerciale à l'occasion de Pâques du 6 au 16 avril. Chaque commerçant affichera sur sa vitrine une photo d'un commerçant enfant avec un numéro, les clients devront retrouver le commerçant correspondant. Le client qui reconnaîtra la totalité des commerçants, après tirage au sort, remportera le premier prix, après tirage au sort : un voyage pour deux d'une semaine aux îles Baléares.

RENSEIGNEMENTS au 02 35 66 35 54.

Agenda

CITOYENNETÉ

MERCREDI 12 AVRIL

Permanence du maire

Le maire Hubert Wulfranc tient une permanence de 10 à 12 heures à l'école Pierre-Semard (quartiers Langevin/Cité des Familles).

SANTÉ

LUNDI 10 AVRIL

Le Département organise des séances de vaccinations gratuites pour les adultes et les enfants de plus de 6 ans, lundi 10 avril de 16 h 30 à 18 heures, au centre médico-social rue Georges-Méliès.

► Renseignements au 02 76 51 62 61.

SENIORS

MERCREDI 26 AVRIL

Loto

L'UNRPA (Union nationale des retraités et personnes âgées) Ensemble et solidaires propose un loto au foyer Geneviève-Bourdon.

► Renseignements et inscriptions au 02 35 66 46 21, 02 35 66 53 02 ou 06 71 46 53 12 ou lors de la permanence le mardi au foyer Geneviève-Bourdon.

ANIMATIONS

MERCREDI 12 AVRIL

Fête du printemps

La fête du printemps de l'Association du centre social de La Houssière a lieu à l'espace Célestin-Freinet. Au programme : 11 heures, préparation du repas ensemble ; 12 heures, pique-nique ; de 13 h 30 à 16 h 30, activités.

► Renseignements et inscriptions au 02 32 91 02 33.

JEUDI 13 AVRIL

Chasse à l'œuf

La chasse à l'œuf de l'Association du centre social de La Houssière a lieu sur la plaine de La Houssière de 10 heures à 16 h 30. Repas en commun, accueil café et jeux.

► Renseignements et inscriptions au 02 32 91 02 33.

SAMEDI 22 AVRIL

Foire à tout

L'Association du centre social de La Houssière organise une foire à tout place du 19-Mars.

► Renseignements et inscriptions au 02 32 91 02 33.

VENDREDI 28 AVRIL

Fête de l'ACSH

La fête de l'Association du centre social de La Houssière se déroule à partir de 19 heures à la salle festive. Au programme : animations, danse... 10 € par adulte, 3 € pour les moins de 12 ans.

► Places limitées. Renseignements et inscriptions au 02 32 91 02 33.

SAMEDI 29 AVRIL

Manille coincée

Le concours de manille coincée en individuel du comité des quartiers Saint-Étienne-du-Rouvray centre a lieu à 14 heures à la salle Coluche de l'espace des Vaillons. Ouverture des portes à 13 h 30.

CULTURE

CONFÉRENCE

JEUDI 20 AVRIL

Histoire de la gare de Rouen

Le CER SNCF Mobilités de Normandie organise une conférence animée par Jacques Tanguy, guide conférencier historien spécialiste de Rouen, sur l'histoire de la gare de Rouen et la ligne ferroviaire Paris-Le Havre de 18 à 20 heures salle Buddicum rue de la Gare à Sotteville-lès-Rouen. Entrée libre selon les places disponibles.

► Renseignements au 02 35 62 08 73 ou cersncfnormandie@wanadoo.fr

EXPOSITIONS

DU 24 AVRIL AU 24 MAI

Chevalet noir



À l'atelier du Chevalet noir, l'illustration accompagne le maquillage, la photographie rencontre la peinture et l'écriture devient un élément intégré à l'image. Le souhait de l'association : créer un univers, une galaxie de projets qui gravite autour d'un même but commun, faire découvrir et aimer l'art sous toutes ses formes.

► Vernissage vendredi 28 avril à 18 heures. Centre socioculturel Georges-Déziré. Entrée libre. Renseignements au 02 35 02 76 90.

JUSQU'AU 29 MAI

Colombe Clier



Le travail de Colombe Clier, aux sujets multiples, se caractérise par un regard saisissant une temporalité autre, celle de l'immobilité, de la retenue, du silence. La photographe invite le public à écrire quelques lignes sur une ou plusieurs de ses photos. Envoyées à culture@insarouen.fr, elles seront exposées dans les bâtiments de l'école pendant la durée de l'exposition.

► Du lundi au vendredi de 7 h 30 à 17 h 30, Galerie du Temps de [poz], 1^{er} étage du bâtiment Magellan, Insa, avenue de l'Université.

MULTIMÉDIA

VENDREDI 28 ET SAMEDI 29 AVRIL

MédiaThéCafé

Cet atelier multimédia propose de découvrir les étapes nécessaires à la création d'un album photo sur internet. Pour un public débutant sachant naviguer sur internet. Places limitées à 8. La présence aux deux séances est obligatoire.

► Vendredi de 18 à 20 heures et samedi de 10 à 12 heures. Bibliothèque de l'espace Georges-Déziré. Entrée gratuite. Renseignements et réservations dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

DANSE

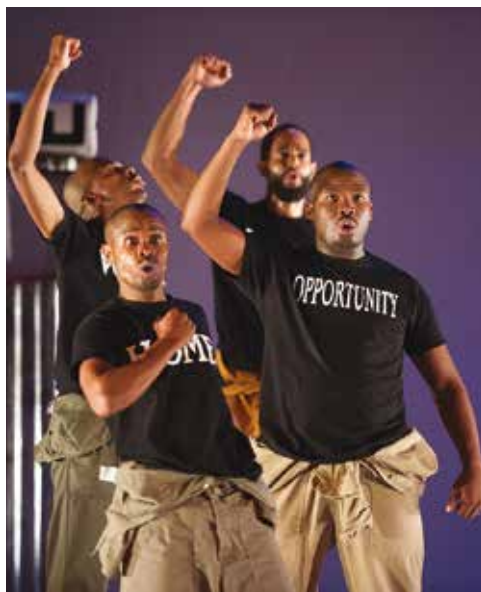
JEUDI 6 AVRIL

Toy Toy | de Hamid Ben Mahi

Une danse de manifestation. Un cri de protestation. Ceux des Sud-Africains pendant l'apartheid. Entre danse et prise de parole, cette pièce pour quatre danseurs aborde des anecdotes de vie,

un simple partage d'histoires. Une pièce vibrante d'humanité et de fureur de vivre!

► 20 h 30. Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94. De 19 à 20 heures, « Des clés pour une danse », mini-conférence sur le hip-hop par Olivier Lefebvre, historien de la danse. Entrée libre et gratuite.



JEUDI 27 AVRIL

Trois Sacres de Sylvain Groud et Bérénice Bejo



Dans *Trois Sacres*, à la faveur d'un renversement, le corps masculin est représenté en proie au regard d'une femme. Sur la musique de Stravinski, le danseur Sylvain Groud interprète ce nouvel opus. À ses côtés, la comédienne Bérénice Bejo prête sa voix à trois textes de femmes, fils conducteurs de la chorégraphie.

► 20 h 30. Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

LIVRES, MUSIQUES, FILMS

SAMEDI 29 AVRIL

SameDiscute

Le rendez-vous des bibliothécaires et des lecteurs pour partager livres, musiques et films. Un moment convivial où chacun vient avec ses coups de cœur et ses envies de découverte.

► 10 h 30. Bibliothèque Elsa-Triolet. Entrée gratuite. Renseignements et réservations dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

 **Les personnes à mobilité réduite peuvent se rendre aux manifestations grâce au Mobilo'bus, moyen de transport leur étant réservé. Renseignez-vous au 02 32 95 83 94.**

Les vacances à la maison des forêts

POUR TOUTES LES ANIMATIONS, LES RÉSERVATIONS SONT À FAIRE AU 02 35 52 93 20

MARDI 11 AVRIL

Les oiseaux en pinces à linge

► De 15 à 17 heures. À partir de 5 ans. 4 € la séance (20 personnes maximum).

JEUDI 13 AVRIL

La forêt des tout-petits

Activités sensorielles pour les 18-36 mois.

► De 10 heures à 11 h 30 (20 enfants maximum).

SAMEDI 15 AVRIL

Grand jeu « Le rallye des oiseaux »

Des œufs de Pâques seront offerts aux enfants participants.

► De 14 h 30 à 17 heures. À partir de 5 ans (10 équipes maximum).

VENDREDI 21 AVRIL

Les fleurs et les graines pour les petits

Des œufs de Pâques seront offerts aux enfants participants.

► De 10 heures à 11 h 30. De 3 à 5 ans (20 enfants maximum).

VENDREDI 21 AVRIL

Les fleurs et les graines pour les petits

► De 10 heures à 11 h 30. De 3 à 5 ans (20 enfants maximum).

VENDREDI 21 AVRIL

Les plantes sauvages et comestibles

► De 14 h 30 à 16 h 30. À partir de 9 ans (30 personnes maximum).

SAMEDI 22 AVRIL

À la découverte du monde des abeilles

Comprendre le fonctionnement d'une colonie d'abeilles, découvrir comment l'apiculteur prend soin de ses ruches, déguster différents types de miels et fabriquer sa propre bougie en cire d'abeille...

► De 14 h 30 à 17 heures (30 personnes maximum).

DIMANCHE 30 AVRIL

Les chaînes alimentaires

Les rapaces et les abeilles, deux espèces particulières!

► De 14 h 30 à 17 h 30. À partir de 7 ans.

État civil

MARIAGES

Djamal Benkhellat et Zohra Bouderbala, Taib Boucherit et Nouara Djoumad, Driss Tayebi et Hanane Sellak, Ayan Albik et Hayat Amghari.

NAISSANCES

Théo Barrois, Emna Boughanmi, Lovann Henriques, Kahil Sandar, Clément Thomas.

DÉCÈS

Monique Piotrowski, Françoise Blochet, Gilbert Roche, Marie-Claire Alliche, Micheline Leblond, Marguerite Vaillant, Youssef Bouaicha, Dominique Le Toquin, Bernard Pesant, Daniel Vandepoosele, Dolly Da Costa, Janine Colin, Rose Guinot, Jean-Pierre Auzoux, Carole Sairaison, Maria Araujo Silva, Denise Million, Gérard Leconte, Marcel Roussigné, Érick Quint, Henri Weigel, Francisca Tello.



Paul Moulènes, Samuel Dutier et Bertrand Landais sont les trois pères fondateurs du collectif Urban mix.

PHOTO: J.-P. S.

CULTURES URBAINES

Méga mix

Du neuf dans les cultures urbaines ! Depuis janvier 2017, le collectif Urban Mix, porté par l'espace culturel François-Mitterrand de Canteleu, La Traverse de Cléon et le centre socioculturel Jean-Prévost s'engage à fédérer les acteurs locaux et à croiser les publics.

Les coulisses de l'info

Veines urbaines continue de creuser son sillon pour diffuser au mieux les cultures urbaines. Mais comment faire pour attirer d'autres publics à l'échelle métropolitaine ? L'édition 2017 du festival stéphanois mise sur le collectif.

Si le mélange des genres fait partie de la culture hip-hop qui intègre aussi bien le chant que la danse et le graff, il n'est pas toujours évident de mêler les publics et les générations. Chaque année, le festival Veines urbaines s'efforce d'établir des passerelles entre des artistes et des modes d'expression et il n'est pas le seul. « Nous avons dressé le constat que sur la même période nous mettions en avant les cultures urbaines, chacun avec nos spécificités. Alors pourquoi ne pas le faire ensemble ? »,

explique Paul Moulènes, le directeur de La Traverse à Cléon. À l'unisson, Bertrand Landais, responsable de la programmation de l'espace culturel François-Mitterrand (ECFM) de Canteleu confirme qu'« il est possible de créer des ponts entre les genres et les territoires. Les battles notamment sont une bonne manière de rassembler les amateurs de danse et de musique ».

Urban mix

De cette convergence de points de vue est né un collectif baptisé Urban Mix entre

l'ECFM de Canteleu, La Traverse de Cléon et le centre socioculturel Jean-Prévost de Saint-Étienne-du-Rouvray. « *L'idée est vraiment de fédérer les acteurs locaux et de faire vivre les cultures urbaines à l'échelle de toute la métropole* », insiste Samuel Dutier, le directeur du centre socioculturel Jean-Prévost. Au-delà des déclarations, en amont même de Veines urbaines, les jeunes Stéphanois vont avoir l'occasion d'élargir leurs horizons.

Concrètement, un stage de hip-hop pour les 11-17 ans se déroulera pendant les vacances de printemps du 10 au 14 avril sur les trois sites. Sur le *flow*, de jeunes Stéphanois seront invités à participer à une soirée autour de la danse à l'ECFM de Canteleu le 11 avril. Dans un autre style, un rappeur stéphanois issu de l'atelier Pol'Art va candidater pour participer au rap game organisé à la Traverse de Cléon, en première partie du concert de Médine. Autant de manières de démontrer que cette culture hip-hop est bien vivante. « *C'est vrai qu'il y a une part d'institutionnalisation*, reconnaît Paul Moulènes. *Quand le graffiti entre dans les musées ou quand les chorégraphes contemporains intègrent le hip-hop, mais l'esprit persiste et cela n'est pas antinomique avec une part de culture de proximité plus underground.* » Urban Mix insufflé donc un nouvel élan pour entretenir la flamme. « *Et on ne compte pas s'en tenir là*, renchérit Bertrand



Landais. *Nous sommes déjà en contact avec la MJC Rive Gauche, acteur incontournable de la culture hip-hop sur Rouen mais aussi le théâtre Charles-Dullin de Grand-Quevilly et aussi la scène du Khalif.* » La veine urbaine n'aura jamais été aussi fertile. ■

VEINES URBAINES Du 29 avril au 10 juin, centre socioculturel Jean-Prévost, entrée libre. Tél. : 02 32 95 83 66. Programme détaillé des animations sur saintetiennedurouvray.fr

VEINES URBAINES

Le jour V, comme vernissage

Au programme de Veines urbaines, près de 35 artistes avec des peintures, des photographies, des illustrations, du graffiti... et des animations lors du vernissage samedi 29 avril, au centre socioculturel Jean-Prévost.

- Skatepark : démonstrations et animations de skate-board, de rollers, de trottinette et de BMX, de 14 à 20 heures.
- Performance de graffiti en live autour du Cube de 15 à 20 heures.
- Plateau télé réalisé par l'atelier Ciném'ados (reportages, interviews...) ponctué d'intermèdes musicaux avec l'atelier Pol'Art, à partir de 15 heures.
- Rencontre hip-hop entre des jeunes de La Traverse de Cléon, de l'ECFM de Canteleu et du centre socioculturel Jean-Prévost, à partir de 16 heures.
- Initiation au graff avec un espace dédié aux plus jeunes et animé par l'artiste rouennais DHOA.

INTERVIEW

« Perturber la rétine »

Kejo, artiste-graffeur rouennais, aura carte blanche pour réaliser l'installation au centre socioculturel Jean-Prévost pour Veines urbaines. Il sera assisté de Mr Ranki et du collectif La Cachette.

Sans déflorer la surprise, pouvez-vous nous révéler quelques aspects de votre projet ?

Ce sera clairement *freestyle* et ce sera une première pour moi dans ce registre. On a l'intention de mêler l'art numérique, l'architecture et l'art urbain. Notre objectif, c'est de perturber la rétine en explosant les perspectives de la salle. On va jouer sur une anamorphose et créer une illusion d'optique un peu délirante. On envisage aussi des projections sur des bandes-son et pourquoi pas d'insérer également de la 3D. C'est à la fois un vrai défi et un grand plaisir de se lancer dans cette aventure.

Qu'est-ce qui vous pousse à vous engager dans des projets aussi complexes ?

Ça fait partie de l'histoire et de l'esprit du graff. Entre graffeurs, il y a toujours un côté *battle* même si ça reste amical. L'idée c'est de taper plus haut et plus fort. Le challenge rend le truc excitant. Et puis il y a aussi un côté *show*, divertissement... on pourrait parler d'une œuvre récréative. C'est une autre manière de revisiter les classiques de l'art comme les fameuses perspectives de Escher.



PHOTO : J.L.

Déclaration de paix

Marie-Laure Bourgeois et Vincent Bécheau ont remporté l'appel à projet pour la sculpture témoignant de la volonté des Stéphanois de vivre dans un monde de paix après l'attentat du 26 juillet.

Is sont venus de Dordogne, à plus de six cents kilomètres de là. « *C'est le projet qui nous a appelés*, répond le couple d'architectes-designers. *Assez vite, on a senti ce qu'on voulait faire.* » En accord avec le cahier des charges, qui stipulait qu'il devrait être le « témoignage d'une volonté de vivre dans un monde en paix », le projet de Marie-Laure Bourgeois et de Vincent Bécheau s'est comme imposé au jury*. « *Le choix s'est fait dans un moment très convivial* », confie Roseline Hamel, membre du jury et sœur du prêtre tué le 26 juillet.

Un message universel

Faite d'un double disque d'acier inoxydable de deux mètres cinquante de diamètre fiché dans le sol, l'œuvre aura pour vocation d'évoquer « *par la présence de l'absence* » le prêtre disparu, grâce notamment à des profils ajourés dans la tôle en inox. Mais rien d'abstrait là-dedans. « *Le disque, c'est quelque chose*

qui rassemble, une forme qui contient mais pas un symbole, assurent les deux artistes. *Dans ce cadre-là, il fallait éviter la colombe avec un épi de blé dans le bec, il fallait quelque chose de militant pour la paix.* »

Dont acte, l'œuvre sera le support d'un message pour le moins universel. Elle reprendra l'intégralité de la déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations Unies en 1948. « *On est fascinés de voir qu'un texte comme ça existe, un texte qui dit que tout le monde a le droit à la santé, à l'éducation, à la protection de la loi, etc. Ça reste un projet politique d'actualité* », expliquent les artistes. Ils sont donc venus de leur Dordogne. En dépit du caractère inhabituel de l'appel à projet. Car entre fin mars et la livraison en juillet, le temps est compté. Il faut désormais trouver une entreprise, de préférence locale, capable de réaliser les pièces hors norme : deux tôles d'un seul tenant assemblées sur un châssis, dans lesquelles seront gravés les

trente articles de la Déclaration.

Quant à l'inox, il n'aura pas été choisi par hasard. Sa surface réfléchissante fondera l'image des « lecteurs » dans ce texte commun « à tous les membres de la famille humaine », comme pour faire corps avec le message de paix et de fraternité. « *C'est attachant*, disent les artistes, *comment la municipalité accompagne les habitants dans le deuil en les invitant à devenir des vecteurs de paix.* » Sans cet engagement, Marie-Laure Bourgeois et Vincent Bécheau n'auraient peut-être pas traversé la France. Pour eux comme pour les 51 autres artistes français et européens qui ont concouru, il fallait sans doute ce supplément d'âme pour passer outre l'aspect inhabituel de la commande... ■

* Le maire, des techniciens municipaux, Roseline Hamel, un représentant du diocèse et le plasticien Jean-Maurice Robert constituaient le jury qui a choisi ce projet parmi les 52 qui ont répondu l'appel à projet lancé en janvier dernier.